



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique sociale

Question au Gouvernement n° 1068

Texte de la question

OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Thierry Robert, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Thierry Robert. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse au Premier ministre et concerne la situation humaine, économique et sociale catastrophique des territoires d'outre-mer. Monsieur le Premier ministre, en 2012, j'ai voté pour François Hollande. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés UMP . Quelle erreur !

M. Thierry Robert. J'ai voté la confiance au Gouvernement sur la base d'un discours qui prônait justice et équité, qui promettait d'agir en faveur de ceux qui ont le plus besoin d'être accompagnés ! Bien que nos territoires soient au bord de l'explosion sociale, vous avez mis fin à des dispositifs comme le RSTA, le revenu supplémentaire temporaire d'activité, qui permettait d'injecter directement 50 millions d'euros dans l'économie réunionnaise ! Pour protester contre la suppression de ce dispositif, un citoyen vient d'entamer une grève de la faim devant les grilles de la préfecture.

D'autre part, l'incertitude qui pèse sur la défiscalisation outre-mer est en train de tuer notre économie alors même que les dettes sociales et fiscales des entreprises avoisinent le milliard d'euros. La défiscalisation est un dispositif qui crée de l'emploi, qui crée de l'activité, elle ne doit pas être considérée comme une niche fiscale qui ne profiterait qu'à certains. (« *Très bien !* » *sur de nombreux bancs du groupe UMP.*) Chaque fois qu'un dispositif fait ses preuves, il est cassé par Paris. Nicolas Sarkozy, en son temps, avait mis fin sans sommation à la défiscalisation des énergies photovoltaïques. Le bon sens n'est donc ni de droite ni de gauche. Il ne ressort que de la volonté politique de considérer l'outre-mer, non plus comme des sous-départements, mais comme des départements français à part entière. Une récente étude de l'INSEE a démontré que la pauvreté y est trois fois plus importante qu'en métropole, que le chômage y est de 30 % et atteint 65 % chez les jeunes. Plus de 20 000 foyers y sont en attente d'un logement social. Les produits de première nécessité coûtent 40 % plus cher. Et il n'y a pas de continuité territoriale.

Autre exemple concret : une énième mort à cause d'un requin. Que font les pouvoirs publics, à part empêcher les élus d'agir ? Où sont la justice et l'équité ? Accepteriez-vous une situation sociale et économique aussi dégradée dans un département métropolitain ? Je ne le pense pas. Monsieur le Premier ministre, je vous demande solennellement ce que vous comptez faire pour enfin accompagner l'outre-mer. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RRDP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des outre-mer.

M. Victorin Lurel, *ministre des outre-mer*. Monsieur le député, vous me permettrez, avant de vous répondre, d'adresser au nom du Gouvernement et de la représentation nationale des condoléances sincères et émues à la famille de la jeune victime d'une attaque de requin. Une fois de plus, un requin a tué. Un plan d'action est à

l'œuvre, qui comprend diverses mesures. Nous aurons bientôt l'occasion de renforcer ce plan d'action, notamment par un prélèvement ciblé de requins. Monsieur le député, vous êtes un élu d'expérience et ne pouvez être frappé d'amnésie. Vous savez très bien qu'entre 2002 et 2012 le chômage a explosé dans les outre-mers ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Il est de 39 % et atteint même 49 % pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Vous ne pouvez non plus ignorer qu'entre 2002 et 2012 les crédits de la mission « Outre-mer » ont diminué de plus de 20 %. Vous ne pouvez pas ignorer que les crédits des emplois aidés ont été divisés par dix.

M. Franck Gilard. Les îles sont dépeuplées !

M. Victorin Lurel, *ministre*. Aujourd'hui, vous n'avez plus à aller vous agenouiller devant la préfecture ni à installer des camps devant elle, vous le savez. Et vous qui êtes un homme d'observation, vous savez que depuis 2012 les outre-mer sont revenus au cœur de l'action du Gouvernement et de l'action de l'État. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Les crédits de la mission « Outre-mer » ont augmenté de plus de 5 % en 2013, de 12,9 % sur le budget triennal. Le Premier ministre vient d'arbitrer, et j'espère que vous pourrez une fois de plus faire confiance au Gouvernement de Jean-Marc Ayrault et voter ce budget. La loi relative à la régulation économique outre-mer, première loi votée au début de la législature, s'attaquait aux causes structurelles. Gardez votre confiance en le Président de la République et le Gouvernement, vous n'aurez pas à être déçu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. — Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Thierry Robert](#)

Circonscription : Réunion (7^e circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1068

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juillet 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 juillet 2013](#)